

*Questions orales***LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

Le ministre prendra-t-il cet engagement envers les habitants du Canada atlantique?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je voudrais pouvoir compter comme le Parti libéral, mais je ne suis pas capable.

Quarante-cinq millions de dollars, pris oui ou non dans le budget de VIA Rail ou dans le budget complémentaire du gouvernement, c'est tout de même 45 millions, monsieur le Président. Ces millions, nous ne les avons pas. Nous avons bâti un réseau national. Nous avons gardé un réseau accessible, mais pour lequel nous étions en mesure de payer.

Ce n'est pas ce que mon collègue demande. Mon collègue nous demande de faire comme le Parti libéral a toujours fait: Mettez de l'argent, remettez de l'argent, et remettez de l'argent!

Vous n'avez pas payé les factures, vous nous les avez laissées. C'est ce que l'on essaie de faire aujourd'hui.

[Traduction]

M. Rideout: Monsieur le Président, ce n'est pas seulement le Parti libéral qui a fait cette demande, mais aussi le Comité des transports.

En octobre, j'ai demandé au ministre si les coupes à VIA Rail auraient des conséquences néfastes sur le CN et le CP, et il m'a répondu: «Absolument pas.» Des représentants du CN m'ont dit que, à cause de la réduction de 25 p. 100 des services de VIA, un régulateur sur quatre à Moncton a été déclaré excédentaire et perdra son emploi à compter du 1^{er} mars 1990.

Comme nous savons que les garanties que le ministre nous a données étaient fausses, serait-ce qu'il a été induit en erreur par le CN ou, si ce n'est pas le cas, peut-il expliquer cette contradiction?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, les décisions qui sont prises concernant VIA Rail lorsqu'il est question de VIA Rail et le CN lorsqu'il est question du CN. Les gens du CN peuvent dire ce qu'ils veulent.

Je peux dire à mon collègue ici, aujourd'hui, que nous avons pris une décision en tenant compte des ressources dont nous disposons et en tenant compte du fait que les Canadiens veulent que nous freinions les dépenses du gouvernement. C'est exactement ce que nous faisons.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Celui-ci vient de rentrer de Bruxelles, où il a assisté à des réunions avec d'autres dirigeants des pays de l'OTAN. Le monde a les yeux rivés sur les profonds changements qui s'opèrent en Europe de l'Est, changements que, à mon avis, nous approuvons tous et dont nous nous réjouissons beaucoup.

Cependant, le premier ministre peut-il maintenant nous faire part des mesures précises qu'il a proposées à ces réunions et que le Canada prendra pour jouer un rôle important dans l'accélération du processus visant à mettre fin à la guerre froide?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ma collègue attire l'attention, à juste titre, sur les changements les plus radicaux et les plus profonds qui se produisent actuellement dans le monde.

Lorsque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi avons rencontré le président Bush, et lorsque nous étions au siège de l'OTAN, nous avons avancé une série de recommandations précises qui, à notre avis, aideraient à poser au moins les premiers jalons d'un rapprochement entre l'Union soviétique, l'alliance de l'Ouest et les pays industrialisés.

Ces recommandations vont de l'examen sérieux de l'idée proposée par le président Mitterrand au sujet d'une banque de développement de l'Europe de l'Est, à l'adhésion des pays de l'Est au FMI, en passant par des rencontres annuelles entre le président sortant du sommet des pays industrialisés et le président Gorbatchev, en plus d'autres initiatives.

Nous estimons que, si toutes ces recommandations sont appliquées, de même que les idées avancées par d'autres dirigeants, nous pourrions commencer à établir une solide collaboration qui permettra de faire avancer la cause que défend ma collègue et, je le crois, tous les autres députés.

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, nous sommes tous d'accord, je pense, pour dire qu'il faut des mesures concrètes sur les dossiers économiques de l'Europe de l'Est comme du tiers monde d'ailleurs. Je veux poser une question bien précise parce que, si le rôle du Canada doit effectivement consister à jeter des ponts, nous pouvons quand même faire preuve de leadership.